

L'incontournable... La France fait le yoyo dans les classements internationaux : qui dit vrai ?

• La **Banque mondiale** a publié le 31 octobre dernier ***l'édition 2018-2019 de son rapport Doing Business***. Il s'agit d'un **classement des économies où l'environnement des affaires y est le plus attrayant** : il est établi à partir d'une grille de **10 critères qui donnent une mesure des contraintes administratives qui pèsent sur l'environnement des affaires**. Comme l'année dernière, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Danemark composent le trio de tête de ce classement.

• **La France continue de perdre de la vitesse sur le terrain de l'attractivité et de la compétitivité** (quatrième année consécutive) se classant au 32^{ème} rang des économies où il est le plus facile de faire des affaires (-1 place). Malgré ce recul, **la Banque mondiale souligne les efforts importants menés sur les critères « raccordement à l'électricité »** (baisse des procédures de demande), **« enregistrement de la propriété »** (mise en place d'un système électronique) et **« paiement des taxes et impôts »** (baisse du taux de l'IS et transformation du CICE en baisse de charges).

• La publication de *Doing Business* intervient quinze jours après celle du ***Competitiveness Report du World Economic Forum***. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les conclusions diffèrent d'un rapport à l'autre : **selon le WEF en effet, « grâce à un programme de réformes ambitieux » la France a amélioré sa compétitivité et son attractivité sur la scène internationale** (17^{ème} rang, +5 places). Qui dit vrai alors ?

• **Le classement effectué par la Banque mondiale ne tient pas compte de facteurs importants de la vie des affaires** : corruption, stabilité politique et macroéconomique, qualification de la main d'œuvre ou encore utilisation des TIC. Ainsi **selon Doing Business, il est plus facile de faire des affaires au Rwanda (29^{ème} rang) qu'en France**. Est-ce vraiment le cas ? La prise en compte desdits critères (à l'instar de ce qui est en parti fait par le WEF) modifierait sans doute le classement de la France.

• **La méthodologie de Doing Business invite à la prudence en termes d'interprétation**. Et rend de fait difficile la comparaison avec le classement du WEF. En juillet 2017, la DG Trésor indiquait que **« le choix des questions, les barèmes de notation et le nombre de questions peuvent introduire des biais »** dans l'analyse et que **« la valeur d'un indicateur peut être très sensible au choix des caractéristiques prises en compte »**.

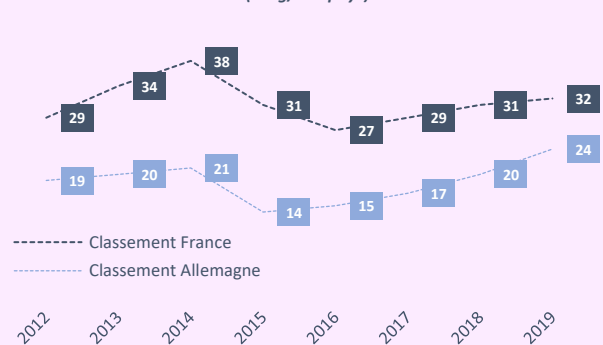
• Au-delà de ces aspects, il n'en demeure pas moins que **la France possède de nombreux axes d'amélioration pour rattraper le retard pris sur ses partenaires, en particulier l'Allemagne**.

Classement des pays en fonction de la facilité d'y faire des affaires (rang/190 pays)

1 Nouvelle Zélande (=)	17 Finlande (-4)
2 Singapour (=)	18 Australie (-4)
3 Danemark (=)	22 Canada (-4)
4 Hong Kong (+1)	24 Allemagne (-4)
5 Corée du sud (-1)	26 Autriche (-4)
6 Géorgie (+3)	28 Kazakhstan (+8)
7 Norvège (+1)	29 Rwanda (+12)
8 Etats-Unis (-2)	30 Espagne (-2)
9 Royaume-Uni (-2)	32 France (-1)
12 Suède (-2)	36 Pays-Bas (-4)

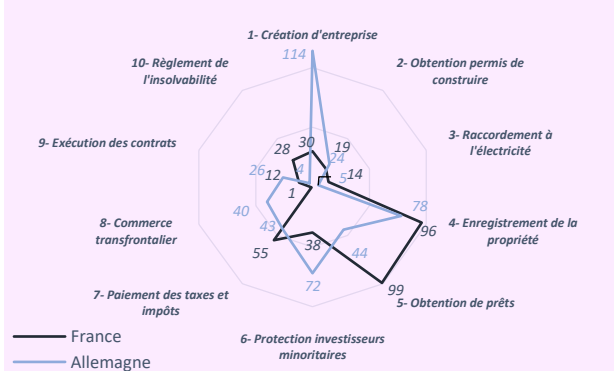
Source : Doing Business 2019, octobre 2018

Evolution du classement de la France et de l'Allemagne (rang/190 pays)



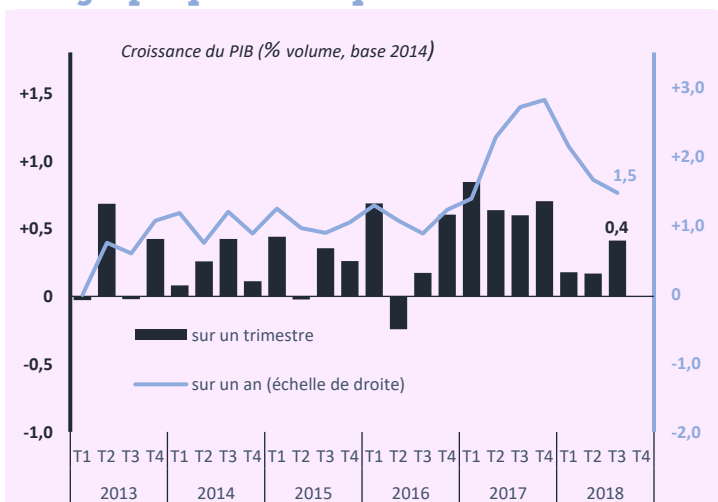
Sources : rapport Doing Business de 2012 à 2019

Comparaison France-Allemagne sur les 10 critères du Doing Business (rang/190 pays pour chaque critère)



Source : Doing Business 2019, octobre 2018

Le graphique de la quinzaine... La croissance française retrouve de l'élan au troisième trimestre 2018



Source : INSEE, 30 octobre 2018

• Selon une première estimation, **le PIB français en volume, mesuré en rythme trimestriel, aurait accéléré au troisième trimestre** (+0,4% après +0,2% aux deux premiers trimestres).

• **L'investissement des entreprises non financières demeurerait l'un des principaux moteurs de la croissance** (+1,4% après +1,3%). Il aurait été particulièrement soutenu dans les activités informatiques et services d'information et dans l'automobile.




• **La consommation des ménages se serait redressée** après la baisse du deuxième trimestre (+0,5% après -0,1%).

• Enfin, **les exportations de biens et services auraient vivement accéléré** (+0,7% après +0,1%) tandis que les importations auraient ralenti. En 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance pourrait excéder +0,5 point, un niveau jamais atteint depuis des années.

Focus sur... Entreprises, investissements et croissance

- **Les entreprises produisent la richesse nationale et la distribuent.** La somme de leurs valeurs ajoutées constitue plus des deux-tiers du Produit Intérieur Brut (PIB). Elles distribuent la moitié de ce montant sous forme de salaires bruts, environ un quart sous forme de taxes et cotisations sociales prélevées par les administrations publiques (Etat, collectivités territoriales et régimes sociaux), 3% sous forme de rémunération du capital (0,4 % de VA en intérêts versés et 2,5 % en dividendes), et épargnent le reste pour investir dans leur appareil de production. **En 2017, elles ont largement distribué les fruits de la croissance aux salariés, en augmentant les embauches (plus de 300 000) et les salaires.**
- **L'investissement des entreprises est lui-même une composante du PIB.** Les entreprises investissent pour 300 milliards d'euros en année pleine selon les données de comptabilité nationale de l'INSEE, soit 13 % du PIB. **Avec une croissance de +4,4 % en 2017, l'investissement explique une bonne part du +2,2 % de croissance du PIB l'année dernière.** Pour 2018, les chiffres devraient être très bons également, même si la toute dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise de l'industrie fait craindre un trou d'air temporaire, avant un rebond en 2019.
- **« L'investissement des entreprises françaises est-il efficace ? »,** c'est le titre d'une étude de France Stratégie et de la Fabrique de l'Industrie, qui cherche à **expliquer le paradoxe apparent entre un taux d'investissement élevé en France comparativement aux autres pays européens, et des résultats moins bons, notamment pour l'export.** En fait, l'investissement des entreprises en France en machines et équipements est comparativement faible (6,2 % de leur VA pour les industries manufacturières, contre 7,7 % en Allemagne, 8,6 % aux Pays-Bas et 15,1 % en Italie) et porte surtout sur le « renouvellement-remplacement » des équipements plutôt que dans la « modernisation et l'extension de capacités ». C'est du côté de l'investissement immatériel (R&D, logiciels et bases de données, et compétences économiques) que les entreprises françaises surpassent leurs concurrentes ; en particulier le taux d'investissement en R&D du secteur manufacturier français est « supérieur à celui relevé dans les autres pays européens, à l'exception de la Suède ».
- **Une fiscalité pas assez incitative pour la production ?** Tout en signalant des points d'attention sur la comparabilité des données, les auteurs émettent l'hypothèse que « les entreprises françaises ont conservé davantage que leurs homologues européennes leurs activités de conception sur leur territoire domestique et localisé plus volontiers leurs activités de fabrication à l'étranger ». Hypothèse à mettre en regard de prélèvements obligatoires plus élevés en France (charges sociales, impôts de production), coexistant avec un crédit d'impôt recherche (CIR) parmi les plus généreux au monde.

Les brèves...

-  **INSEE - Budget d'investissement dans l'industrie manufacturière : révision à la baisse pour 2018 (-1%), +4% prévu pour 2019**
-  **Douanes - Solde commercial en septembre 2018 : stabilité du déficit à -5,7 milliards d'euros, reflux des échanges**
-  **Fed – Réunion politique monétaire du 8 novembre : maintien des taux directeurs (niveau compris entre 2% et 2,25%)**

Prévisions économiques

		France			Allemagne			Italie			Espagne			Royaume-Uni		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Taux de croissance (%)	Commission (Nov 18)	2,2%	1,7%	1,6%	2,2%	1,7%	1,8%	1,6%	1,1%	1,2%	3,0%	2,6%	2,2%	1,7%	1,3%	1,2%
	Consensus (Oct 18)		1,6%	1,6%		1,9%	1,7%		1,1%	1,0%		2,7%	2,2%		1,3%	1,5%
Taux de chômage (% pop active)	Commission (Nov 18)	9,4%	9,0%	8,8%	3,8%	3,5%	3,2%	11,2%	10,7%	10,4%	17,2%	15,6%	14,4%	4,4%	4,3%	4,5%
Solde public (% du PIB)	Commission (Nov 18)	-2,7%	-2,6%	-2,8%	1,0%	1,6%	1,2%	-2,4%	-1,9%	-2,9%	-3,1%	-2,7%	-2,1%	-1,8%	-1,3%	-1,0%
Dette publique (% du PIB)	Commission (Nov 18)	98,5%	98,7%	98,5%	63,9%	60,1%	56,7%	131,2%	131,1%	131,0%	98,1%	96,9%	96,2%	87,4%	86,0%	84,5%

Direction des études économiques

Contacts : abenhamou@medef.fr / oredoules@medef.fr

Information juridique importante : la direction des études économiques s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du MEDEF ou de ses membres.